

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[C - 97/22078]

F. 97 - 493

Arrêté royal portant fixation pour l'année 1997 d'une cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques en application de l'article 3, § 1^{er}, 2° et 4° de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est soumis à Votre signature, trouve son fondement légal dans l'article 3, § 1^{er}, 2° et 4° de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

L'évolution récente des dépenses de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités montre, pour 1996, un dépassement important de l'objectif budgétaire fixé.

Sur base de ces constatations, on peut s'attendre pour l'année 1997 également à un dépassement plus que probable de l'objectif global.

Cette situation exige des mesures complémentaires à celles déterminées par le gouvernement en octobre 1996, lors de l'établissement du budget 1997.

Etant donné que ce dépassement se situe dans presque tous les sous-secteurs, il importe de prendre à tous les niveaux des mesures complémentaires dont les effets à court terme sont établis.

En attendant l'exécution de mesures structurelles, le présent arrêté prévoit l'introduction d'une cotisation de 1 % sur le chiffre d'affaires de 1996 de certains produits pharmaceutiques. Ce pourcentage pourra, si besoin est, encore être adapté dans le courant de l'année.

Il a été tenu compte des remarques formulées par le Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN
Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

[C - 97/2207801]

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, huitième chambre, saisi par le Ministre des Affaires sociales, le 23 décembre 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant fixation pour l'année 1997 d'une cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques en application de l'article 3, § 1^{er}, 2° et 4° de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne", a donné le 23 décembre 1996 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacé par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée par le fait "qu'il est urgent de prendre des mesures pour rétablir l'équilibre financier de la sécurité sociale, compte tenu du dépassement significatif de l'objectif budgétaire du secteur de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités".

Eu égard au bref délai qui lui est imparti pour donner son avis, le Conseil d'Etat a dû se limiter à formuler les observations suivantes.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[C - 97/22078]

N. 97 - 493

Koninklijk besluit houdende de vaststelling voor het jaar 1997 van een heffing op de omzet van sommige farmaceutische producten, met toepassing van artikel 3, § 1, 2° en 4° van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat ter Uwer ondertekening wordt voorgelegd vindt zijn wettelijke grondslag in artikel 3, § 1, 2° en 4° van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

Uit de recente evolutie van de uitgaven in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen blijkt een aanzienlijke overschrijding van het vastgestelde begrotingsobjectief in 1996.

Ook voor 1997 kan op basis van deze vaststellingen een meer dan waarschijnlijke overschrijding van het globaal objectief verwacht worden.

Deze situatie vergt bijkomende maatregelen ter aanvulling van deze welke door de regering in oktober 1996 waren vastgesteld bij de opstelling van de begroting 1997.

Gezien het feit dat deze overschrijding zich in nagenoeg alle deelsectoren situeert, is het vereist dat op alle niveaus bijkomende maatregelen worden genomen waarvan het effect op korte termijn vaststaat.

In afwachting van de tenuitvoerlegging van structurele maatregelen voorziet dit besluit in de invoering van een heffing van 1 % op het omzetcijfer van 1996 van sommige farmaceutische producten. Dit percentage zal zo nodig in de loop van het jaar nog kunnen worden aangepast.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Sociale zaken,
Mevr. M. DE GALAN
De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

[C - 97/2207801]

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 23 december 1996 door de Minister van Sociale Zaken verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie daaien, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de vaststelling voor het jaar 1997 van een heffing op de omzet van sommige farmaceutische producten, met toepassing van artikel 3, § 1, 2° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie", heeft op 23 december 1996 het volgend advies gegeven :

Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

Te dezen wordt de spoedeisendheid gemotiveerd door het feit dat dringend maatregelen moeten worden genomen om het financieel evenwicht van de sociale zekerheid te herstellen, rekening houdende met de beduidende overschrijding van het begrotingsobjectief in de sector van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Gelet op de korte termijn welke hem voor het geven van zijn advies wordt toegemeten, heeft de Raad van State zich moeten beperken tot het maken van de hiernavolgende opmerkingen.

Portée du projet

L'arrêté en projet a pour objet d'instaurer, à la charge des firmes pharmaceutiques, pour l'année 1997, une cotisation de 1 % sur le chiffre d'affaires que ces firmes ont réalisé en 1996 avec des médicaments remboursables (articles 1^{er} et 3).

A cet effet, les firmes concernées doivent introduire, avant le 1er avril 1997, une déclaration au Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (article 2).

La cotisation doit être payée avant le 1er mai 1997 (article 4). A défaut de paiement dans les délais, le débiteur est redevable d'une majoration de 10 % et d'intérêts; dans certaines conditions, le Conseil général de l'assurance soins de santé peut accorder l'exonération ou la réduction de la majoration ou des intérêts (article 6).

Examen du texte

Article 5

Cet article reproduit littéralement l'article 5 de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 fixant, pour l'année 1996, les modalités relatives à la cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques. Dès lors toutefois que, à l'inverse de l'arrêté précité, l'arrêté en projet ne se fonde pas sur l'article 191, 15^e, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, il n'y a pas lieu de faire référence à cet article de la loi et aux arrêtés d'exécution de celle-ci, mais bien à l'arrêté en projet même. Le fonctionnaire délégué a marqué son accord sur ce point.

Article 6.

1. Dans la phrase introductive de l'alinéa 2, il conviendrait de préciser qu'il s'agit du Conseil général "de l'assurance soins de santé".

2. Pour des raisons de clarté, il serait préférable de remplacer la référence, faite à l'alinéa 2, deuxième tiret, à la communication des "chiffres d'affaires visés à l'article 1^{er}" par une référence à l'introduction de "la déclaration visée à l'article 2". Le fonctionnaire délégué s'est rallié à cette suggestion.

Le chambre était composée de :

MM. :

W. Deroover, président de chambre;
P. Lemmens, L. Hellin, conseillers d'Etat;
Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lemmens.

Le rapport a été présenté par Mme R. Thielemans, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Sourbron, référendaire adjoint.

Le greffier,
F. Lievens.

Le président,
W. Deroover.

[C - 97/2207802]

4 FEVRIER 1997. — Arrêté royal portant fixation pour l'année 1997 d'une cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques en application de l'article 3, § 1^{er}, 2^e et 4^e de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, notamment l'article 3, § 1^{er}, 2^e et 4^e;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 191, 15^e, modifiée par la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions sociales;

Vu l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale;

Vu l'urgence;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 décembre 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^e, inséré par la loi du 4 août 1996;

Strekking van het ontwerp

Het ontwerp strekt ertoe, ten laste van de farmaceutische firma's, voor het jaar 1997 een heffing van 1 % in te voeren op de omzet die deze firma's in 1996 met terugbetaalbare geneesmiddelen gerealiseerd hebben (artikelen 1 en 3).

Daartoe dienen de bedoelde firma's vóór 1 april 1997 een aangifte in te dienen bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering (artikel 2).

De heffing dient vóór 1 mei 1997 betaald te zijn (artikel 4). Bij gebreke van tijdige betaling is de schuldenaar een opslag van 10 %, alsmede intresten verschuldigd; onder bepaalde voorwaarden kan de Algemene Raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging vrijstelling of vermindering van de opslag of van de intresten verlenen (artikel 6).

Onderzoek van de tekst

Artikel 5

Dit artikel herneemt letterlijk de bepaling van artikel 5 van het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 waarbij, voor het jaar 1996, de heffing op de omzet van sommige farmaceutische producten nader wordt geregeld. Aangezien het ontworpen besluit echter, anders dan het genoemde besluit, niet steunt op artikel 191, 15^e, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, moet niet naar dat wetsartikel en de uitvoeringsbesluiten ervan verwezen worden, maar wel naar het ontworpen besluit zelf. De gemachtigde ambtenaar is het hiermee eens.

Artikel 6

1. In de inleidende zin van het tweede lid precisere men dat het gaat om de Algemene Raad "van de verzekering voor geneeskundige verzorging".

2. De verwijzing, in het tweede lid, tweede streepje, naar de mededeling van "de in artikel 1 bedoelde omzettingen" zou duidelijkshalve beter vervangen worden door een verwijzing naar het indienen van "de aangifte bedoeld in artikel 2". De gemachtigde ambtenaar is het met deze suggestie eens.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

W. Deroover, kamervoorzitter;
P. Lemmens, L. Hellin, staatsraden;
Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lemmens.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. R. Thielemans, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer P. Sourbron, adjunct-referendaris.

De griffier,
F. Lievens.

De voorzitter,
W. Deroover.

[C - 97/2207802]

4 FEBRUARI 1997. — Koninklijk besluit houdende de vaststelling voor het jaar 1997 van een heffing op de omzet van sommige farmaceutische producten, met toepassing van artikel 3, § 1, 2^e en 4^e van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, inzonderheid artikel 3, § 1, 2^e en 4^e;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 191, 15^e, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995 houdende sociale bepalingen;

Gelet op artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 december 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2^e, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996;